

# l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

## Interdictions professionnelles

**C**E n'est pas d'aujourd'hui que le patronat tient les options politiques des travailleurs comme un des premiers critères d'embauche. Depuis longtemps, les Renseignements généraux sont utilisés comme un appendice du service du personnel des entreprises. Depuis longtemps un rapport des RG a plus de poids dans une décision d'embauche que des années d'expérience professionnelle dûment certifiée. Qui ne connaît les fameuses « listes noires » de militants établies par les syndicats patronaux pour « assainir le recrutement de leurs entreprises ». Ces pratiques sont anciennes.

Le fait nouveau, inquiétant, c'est qu'elles tendent à devenir officielles, institutionnelles. Boisgontier, chercheur au CNRS à Grenoble et Henry, éducateur dans le Val-de-Marne, se trouvent ainsi privés d'emploi sur la base avouée de rapports défavorables des renseignements généraux concernant leur comportement social. Récemment, les fédérations CGT des fonctionnaires et des postiers révélaient le contenu d'une note du secrétariat de Barre spécifiant que les dossiers pour le recrutement dans certaines fonctions administratives devait faire apparaître en plus de critères « intellectuels, moraux et professionnels... les traits essentiels du comportement social ».

C'est ici précisément que commence l'interdiction professionnelle. Voilà une touche supplémentaire au sombre tableau du grignotage continu des droits démocratiques, de la remise en cause des acquis par le pouvoir.

Une fois de plus, la loi devient chiffon de papier pour donner libre cours à l'arbitraire des possédants.

On se souvient par exemple qu'à l'issue de Mai 68, tout un ensemble de dispositions légales était mis en place consignant les nouveaux droits des syndicats dans l'entreprise. Une des clauses assurait protection aux délégués contre les licenciements. Qu'en reste-t-il aujourd'hui ?

« Licenciés Durafour et licenciés Beullac » sont devenus légion : le ministre du travail a en effet plein pouvoir pour prononcer sans justification ces licenciements de délégués gênants requis par le patronat.

Ceux-là même qui ont la charge de faire appliquer les lois, les magistrats, sont soumis au même traitement arbitraire (mutés, suspendus, sanctionnés) dès lors que leur activité vient faire obstacle aux desseins du pouvoir.

Ainsi apparaît dépouillé de l'éloquence giscardienne le sens dans lequel avance la démocratie libérale en piétinant les droits démocratiques : réduire les libertés à une seule, celle de se soumettre à la loi des patrons.

Pierre MARCEAU

# Les sidérurgistes font face au géant de l'acier

La grève se renforce à Usinor-Dunkerque et Mardyck, continue à la Solmer. Des conditions favorables pour l'extension d'une lutte solidaire des sidérurgistes

Voir page 3



## Au programme des journées de solidarité avec les sidérurgistes

Organisées par le PCML

**Dunkerque, 29 avril**

— En fin de matinée, sera organisé un tour commenté de la ville (port, Usinor, etc.) et seront possibles des rencontres avec la population à Saint-Pol et Grande Scynthe.

— La journée se poursuivra l'après-midi à partir de 14 heures salle du Fort Louis, rue du Fort-Louis avec :

TROIS TEMPS FORTS

Un spectacle théâtral : *A l'endroit nous le remettrons ce monde à l'en-*

*vers* », du théâtre du Printemps, qui évoque la vie, les expériences et la prise de conscience d'un jeune ouvrier du Nord à la recherche de travail en 1979.

Un échange des délégations sur la lutte contre les licenciements et la solidarité avec des interventions de sidérurgistes, de travailleurs de l'électronique, de travailleurs et travailleuses d'autres entreprises menacées et en lutte contre les licenciements.

Une intervention du secrétaire général du Parti communiste marxiste-léniniste.

D'autres activités seront prévues. — Rencontres et échanges autour des stands d'entreprises.

— Discussions en groupes restreints par thèmes : le chômage dans la jeunesse, l'action syndicale pour l'emploi, les tactiques et formes de lutte, la division de la classe ouvrière, le chômage des femmes...

— Discussions avec les journalistes de *l'Humanité rouge* et avec les militants du Parti communiste marxiste-léniniste au stand du Parti.

— Informations et achats à un stand de livres principalement consacrés à la vie et aux luttes de la classe ouvrière.

Et encore des moments culturels :

— Chansons nouvelles de *La Lyre des travailleurs* consacrées à la situation actuelle dans le Nord.

— Un spectacle théâtral : « *On a déjà vu ça quelque part* » par une équipe de jeunes travailleurs, l'équipe de la Lionderie de Hem, qui terminera la journée vers 21 heures.

**Denain, 30 avril**

— En fin de matinée, rencontres et visites des corons de sidérurgistes de Denain, Louches et Escaudain.

— L'après-midi, le programme est analogue à celui de Dunkerque avec des horaires plus stricts et un espace plus limité.



A la fin de 1978, des combattants sandinistes dans les rues d'Esteli.

NICARAGUA

# Le Front sandiniste contrôle la ville d'Esteli

### Vers une nouvelle insurrection générale ?

**L**E Nicaragua va-t-il connaître un soulèvement général comme celui qui s'est produit en septembre 1978 ? Le Front sandiniste a lancé samedi dernier une offensive pour prendre le contrôle de la ville d'Esteli, une ville importante située au nord du pays. Depuis dimanche, les forces sandinistes contrôlent effectivement la ville ainsi que deux localités voisines.

Le Nicaragua, ce pays de plus de deux millions d'habitants, situé en Amérique centrale, entre l'Honduras et le Costa Rica, est sous la domination de la famille Somoza depuis 1936 et ce, par la grâce de l'impérialisme américain.

Les richesses du pays appartiennent à quelques familles, la famille Somoza en possédant en propre la majeure partie. Les USA ont largement tiré profit de cette dictature ayant toutes les facilités pour agir comme ils l'entendent dans l'ensemble du pays.

Quant au peuple nicaraguayen, il vit dans une extrême misère et est victime d'une répression permanente. La petite et moyenne bourgeoisie dont les intérêts ont été bafoués par les monopoles de quelques familles se sont rangés aussi dans l'opposition et ont participé aux grèves générales qui se sont succédées depuis le mois de février 1978.

#### L'INSURRECTION DE SEPTEMBRE

On se souvient de cet événement qui, à la fin août, faisait la une de tous les journaux : le 22 août, le Front sandiniste lançait une action de commando contre le palais national, prenant en otage des députés ainsi que le ministre de l'intérieur. L'opération, qui avait reçu l'appui du peuple de la capitale, a réussi : quelques jours après le début de l'action, des prisonniers politiques étaient libérés. Alors, le 9 septembre suivant, le Front sandiniste lançait un appel à l'in-

sururrection généralisée. L'appel était entendu par tout le peuple.

Des jours durant, les sandinistes, avec les « muchachos » (les jeunes qui par milliers ont combattu les armes à la main contre la garde nationale) ont tenu des villes entières.

Mais, cette fois, la dictature l'a emporté en

envoyant des chars contre le peuple et en bombardant les villes. Après avoir repris le contrôle du pays, la garde nationale s'est livrée à une répression sanglante contre la population. Tout jeune était suspect. Dans la seule ville d'Esteli, ce sont des milliers d'entre eux qui ont été assassinés, en représailles.

Depuis, des tentatives de négociations ont eu lieu sous l'égide d'une commission dirigée par les USA afin d'aboutir à une « normalisation » de la situation. L'opposition exigeait avant toute chose le départ définitif de Somoza. Mais le dictateur a toujours refusé.

**H**OVEYDA, ancien premier ministre du Shah d'Iran : exécuté. Solomon Mahlangu, combattant contre le régime raciste d'Afrique du Sud : pendu. Dix exécutions pour sabotage au Mozambique, sans parler de nombreux prisonniers politiques de par le monde : une nouvelle fois est posée ce qu'on appelle la question des droits de l'homme.

D'après le journal *Le Monde*, le comité exécutif d'Amnesty international a demandé une réunion d'urgence du conseil de sécurité de l'ONU pour « faire cesser la réapparition des meurtres politiques dans le monde ».

Citant, entre autres, l'Iran, le Mozambique et l'Afrique du sud, Amnesty déclare : « Nous avons connu une semaine sans précédent de meurtres de sang-froid ». On sait aussi que la plupart des journaux français ont, pour des motivations diverses, condamné ou regretté l'exécution de l'ancien

premier ministre du Shah, comme ils avaient d'ailleurs condamné ou regretté l'exécution du jeune militant noir d'Afrique du Sud.

Alors, parlons concrètement : un « meurtre politique », l'exécution d'Hoveyda ? Une « boucherie », comme dit *Libération* qui écrit : « Une exécution est et restera toujours une boucherie ». Bien sûr, dans l'absolu, on aimerait bien ne jamais faire couler le sang d'un homme ni l'emprisonner. Mais quand cet homme a dirigé pendant treize ans un Etat de dicta-

#### LES GUERRILLEROS TIENNENT ESTELI

Sept mois plus tard, le Front sandiniste s'engage dans une nouvelle offensive. Tout a commencé vendredi quand les guérilleros ont quitté les montagnes où ils sont réfugiés pour converger vers la ville d'Esteli. Alertée, la garde nationale bombarde toute la région. Peine perdue, les sandinistes entrent dans la ville le samedi et, après des combats acharnés, en prennent le contrôle dès le lendemain, dimanche. Deux autres localités proches d'Esteli sont également sous leur contrôle : El Sauce et Condega.

Alors les guérilleros commencent à creuser des tranchées et se préparent à faire face à une contreoffensive de la garde nationale qui a envoyé des renforts de milliers d'hommes dans cette région.

Durant la journée de lundi, l'armée a bombardé la ville : il y aurait déjà plus d'une centaine de victimes parmi les civils.

Les guérilleros ont abattu deux avions, un avion de transport de troupes et un avion de combat de fabrication israélienne (les USA, ayant officiellement stoppé l'aide militaire — réputation oblige — c'est le gouvernement israélien qui assure l'armement de la dictature).

On signale que des affrontements, moins importants, se sont également produits dans d'autres coins du pays. Les sandinistes préparent, semble-t-il, une grande offensive vers Managua, la capitale.

Ces actions se sont menées alors que Somoza est en « vacances » au USA. Refusant la comparaison avec les « vacances » prises par le Shah en janvier dernier, Somoza a affirmé qu'il serait de retour dès lundi prochain.

Sans doute veut-il diriger en personne la contre-attaque et faire face aux prochains affrontements si l'appel à la mobilisation populaire lancée par les sandinistes a été entendue. Mais l'histoire ne se répète pas toujours. Espérons que cette fois, ce sera le peuple qui aura le dernier mot.

Evelyne LE GUEN

#### UGANDA

## Les problèmes après l'intervention tanzanienne

**L**ES informations venues d'Ouganda ces derniers jours laissent penser que le régime d'Idi Amin Dada est en train de s'effondrer. Il ne sera sans doute pas regretté, mais cela ne doit pas nous faire oublier la complexité de la situation ainsi que les questions posées par l'intervention de la Tanzanie.

#### DE L'INTERVENTION OUGANDAISE A LA RIPOSTE TANZANIE

Le 31 octobre 1978, les troupes ougandaises pénétraient en Tanzanie. A l'époque, le colonel Kadhafi exerça de fortes pressions sur Amin Dada pour qu'il renonce à ses revendications territoriales sur le nord de la Tanzanie. La Lybie s'étant engagée à empêcher le président tanzanien Nyerere de prendre sa revanche, Amin Dada céda à ses pressions.

Fin janvier 1979, soupçonnant l'Ouganda de se livrer à de nouvelles incursions au nord de la Tanzanie, la Lybie lui suspend alors ses fournitures d'armes et de pétrole. Le 12 février 1979 l'armée tanzanienne, renforcée par des opposants ougandais, pénètre en Ouganda. Enfin, le 18 février, le colonel Kadhafi annonce le succès de sa médiation entre les présidents Amin et Nyerere. Et voilà que l'intervention tanzanienne, loin de prendre fin, s'étend.

C'est alors seulement que la Lybie apporte son soutien au gouvernement ougandais et le 1er avril, la radio lybienne lance un appel pour « sauver l'Islam en Ouganda, victime des forces tanzaniennes d'inva-

sion ». On connaît la suite : l'envoi en Ouganda de militaires lybiens qui semblent impuissants à s'opposer à la chute du régime d'Amin Dada.

#### LES AMBIGUITÉS DE L'INTERVENTION TANZANIE

Que les forces tanzaniennes s'opposent aux incursions ougandaises, qu'elles pénètrent même en Ouganda pour « donner à Idi Amin une leçon qu'il n'oubliera jamais », les Etats africains peuvent l'admettre, car cela correspond à leur ligne de conduite traditionnelle de s'en tenir aux frontières héritées du colonialisme pour éviter les affrontements fratricides entre pays africains.

Que sur sa lancée, l'armée tanzanienne poursuive son offensive pour renverser le régime en place à Kampala, voilà qui commence à poser quelques problèmes. Certains diront qu'il s'agit d'un appui apporté par la Tanzanie à un mouvement de résistance intérieure. Certes, ce mouvement existait réellement, mais il ne semblait pas en mesure par ses seules forces d'inquiéter sérieusement le pouvoir en place.

Certains délégués au dernier conseil des ministres de l'OUA (Organisation de l'unité africaine) n'ont pas hésité à comparer l'intervention tanzanienne à l'invasion du Cambodge par les vietnamiens. S'il est toujours hasardeux de comparer des situations différentes en les assimilant l'une à l'autre, on peut cependant s'interroger sur la légitimité d'interventions militaires visant à renverser le pouvoir en place dans un pays voisin.

Henri BERTHAULT

# La question des droits de l'Homme, posons la !

### Pour le droit des peuples contre les oppresseurs

ture anti-populaire, un Etat mis en place par un coup de force impérialiste, un Etat construit sur le sang du peuple, que vaut cet homme ?

Mao Zedong disait : « Il y a des morts qui ne pèsent pas plus lourd qu'une plume »

#### INCOMPATIBLE

Au nom de quel droit de l'homme fallait-il laisser Hoveyda en vie : au nom des droits du bourreau ou au nom des droits du peuple ? Ils ont été incompatibles pendant des années et ils le sont toujours.

Quand on évoque la répression contre les criminels nazis après la deuxième guerre mondiale, il ne vient à l'idée de personne d'invoquer les droits de l'homme à leur égard. Et cela se comprend facilement : spontanément, chacun juge

en fonction des actes de ces nazis ; et ces actes sont tellement atroces que le châtiement est aux yeux de tous parfaitement légitime. Pourquoi alors adopter aujourd'hui une attitude différente et mettre de côté les actes de toute personne réprimée ?

« Les droits de l'homme sont bafoués partout dans le monde » entend-on souvent aujourd'hui. « Les droits de quel homme ? » demandons-nous. S'il s'agit des droits des fascistes, eh bien nous nous battons justement pour que les fascistes aient « le droit » de se taire et de ne plus diriger un Etat, parce que nous sommes antifascistes. S'il s'agit des droits des impérialistes, nous nous battons justement pour que les impérialistes n'aient plus le « droit » d'opprimer des

peuples entiers, parce que nous sommes anti-impérialistes. S'il s'agit des droits des capitalistes, nous nous battons justement pour qu'ils n'aient plus « le droit » d'exploiter des millions de travailleurs, parce que nous sommes anticapitalistes.

Et il est vrai que tous les gens qui dans le monde mènent ce combat, lésent les droits de ces hommes qui sont fascistes, impérialistes ou capitalistes.

La différence entre les peuples et ceux qui les oppriment, c'est que les peuples représentent des centaines de millions d'hommes tandis que leurs oppresseurs ne sont qu'une infime minorité. Alors, si l'on veut vraiment parler de défense des droits de l'homme, disons que nous nous battons pour les droits de l'immense majorité des hommes.

Claude LARIA

# Usinor-Dunkerque et Mardyck au coude à coude dans la lutte

Dunkerque, de notre correspondant du Nord

**M**ERCREDI 11 avril, 10 h 45 du matin, un long cortège de voitures sillonne à travers les rues de la Grande-Synthe, la cité ouvrière où loge un grand nombre de sidérurgistes d'Usinor. Arrivées au carrefour d'Auchan, en deux minutes les voitures bloquent tous les accès. Tout le monde descend. Atroupement. Ce sont ceux d'Usinor-Dunkerque : « La grève, me dit un travailleur ? Tu vois, ça continue et de plus belle. Pas question de baisser les bras, on tient le bon bout ». Les quatre hauts fourneaux sont en grève, le reste de l'entreprise, soit environ 8 500 personnes sont lock-outées.

## UN BUT : ELARGIR LE MOUVEMENT

« Avant qu'il y ait le lock-out, on voulait des actions répétées de courte durée, c'est moins gênant pour les travailleurs sur le plan pognon et ça désorganise pour le patron. Maintenant, il s'agit d'étendre le mou-

vement et de gagner à la lutte tous ceux qui sont lock-outés ».

Pour élargir le mouvement par la participation active des sidérurgistes jetés en lock-out, des mesures sont prises : ce matin, les travailleurs sont allés à Aldruicq organiser une collecte et populariser la lutte. Demain, dans la matinée et en début d'après-midi, des groupes iront à Calais et Hazebrouck. Dans ces trois villes en effet habitent de nombreux travailleurs d'Usinor-Dunkerque.

La grève à Dunkerque porte essentiellement sur les salaires : 300 F d'augmentation, le paiement intégral des journées perdues. Les sidérurgistes demandent aussi la cinquième équipe.

## REAGIR VITE ET FORT

Au bout de vingt minutes, ça commence à bloquer sérieusement au carrefour : camions, voitures... L'atmosphère chez les grévistes est joyeuse, animée. Un gars s'exclame : « Il faudrait faire un peu de feu ! » et un autre : « Il faudrait trouver un truc pour bouffer chaud au prochain blocage ».

Onze heures trente : tout le monde remonte dans les voitures et la file repart, klaxons hurlants. Direction : Usinor-Mardyck où les travailleurs sont partis en grève hier mardi 10 dès quinze heures. Au comité d'entreprise de ce jour, le directeur Xavier François annonce la mise en chômage technique à partir de samedi 14 avril. Comme l'explique un militant de la CFDT : « Dans l'usine, il y a des stocks. Pourquoi la direction nous met-elle en chômage à partir de samedi seulement ? Parce qu'elle s'imaginait nous faire tourner jusque là avec la camelote présente dans la boutique. Après quoi, c'était le lock-out pris sur nos congés ! Il fallait donc réagir tout de suite ».

## L'IMPORTANT C'EST D'AGIR ENSEMBLE

Les voitures arrivent sur le vaste parking à l'entrée de Mardyck. Tout le monde descend. Les travailleurs du piquet de grève ont de larges sourires, l'accueil est très chaleureux. Joël Simon de la CGT prend la parole : « Nous occupons depuis hier seize heures pour une période illimitée en raison du lock-out que la direction veut appliquer à compter de samedi matin. Ils prétendent que c'est du chômage tout à fait technique et qu'il n'y a pas de raison sociale. Depuis hier, on a pris le grand bureau. Les liftiers

se sont faits sortir de la boutique car ils ne produisent pas. On espère qu'on va tenir un bout de temps. Contre le lock-out, il faut avoir du pognon. On n'occupe pas parce qu'on nous a mis dehors et c'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Nous, on n'a pas les moyens d'être chômeurs. On est moins bien payés que vous à Dunkerque parce que vous avez lutté durement. Mais vous inquiétez pas, on va vous rattraper ».

Les deux cents travailleurs rassemblés devant l'usine applaudissent vivement. Un militant CFDT de Dunkerque déclare à son tour : « L'important c'est d'agir ensemble, Dunkerque et Mardyck ». Penando de la CGT de Dunkerque enchaîne : « Usinor-Dunkerque et Mardyck, c'est toujours Usinor, c'est la même boîte. On est tous engagés dans la même lutte. On doit être tous unis et y aller ensemble ».

En tout cas, ici à Mardyck, ça semble bien parti. La grande entrée est complètement bloquée par des engins, des palettes de bois, des charpentes métalliques. De plus, la grève et le lock-out à Usinor-Dunkerque se répercutent aussi sur l'usine de Creusot-Loire (usine de Diles et sur Usinor-Montataire). De bonnes conditions sont ainsi réunies pour une lutte généralisée, solidaire des sidérurgistes.

Rémi DAINVILLE

### JOURNEES DE SOLIDARITE A DUNKERQUE, A DENAIN ET A FAMECK Les 29-30 avril et le 13 mai



## Un vieux militant ouvrier nous écrit

Chers amis,

Suite à la proposition qui m'a été faite d'aller à Dunkerque à votre meeting prochain, je ne puis hélas pas y aller pour des raisons familiales mais en tant qu'ancien militant ouvrier, aujourd'hui en retraite et qui lit assidument votre journal, je souhaite que ce rassemblement soit une réussite car il est temps que la classe ouvrière se mobilise à la base, pour empêcher le capital de nous écraser, surtout nos jeunes qui sont hélas chômeurs avant d'avoir travaillé.

Pour cela, le PCML a son rôle d'avant garde à remplir avec tous les gens conscients de la gravité de la situation dans un large esprit unitaire et fraternel.

Recevez chers amis, mes amitiés prolétariennes.

Francis JAN

Francis Jan était délégué syndical CGT dans l'atelier des soudeurs d'où partit la grève de 1955 aux Chantiers navals de Saint-Nazaire.

## Communiqué de presse de la section d'Usinor-Dunkerque «suspendue»

### «Réaliser au plus tôt l'AG des adhérents»

**A**LORS que le syndicat de la métallurgie laisse entendre que la section syndicale d'Usinor-Dunkerque «suspendue» par la fédération refuserait l'assemblée générale des adhérents et bloque de fait la préparation et la tenue de cette assemblée générale, la section en question remet les choses à l'endroit par le communiqué suivant :

« Le conseil syndical de la CFDT d'Usinor-Dunkerque - non reconnu par la fédération - informe tous les adhérents CFDT d'Usinor-Dunkerque qu'il a demandé aux 102 collecteurs CFDT du 26 mars 1979, une assemblée générale des collecteurs pour le 9 avril 1979, afin de préparer une assemblée générale des adhérents.

La première décision du « collectif CFDT » nommé par la fédération et le syndicat a été d'annuler auprès de la direction d'Usinor-Dunkerque, les congés syndicaux posés par tous les collecteurs.

Nous avons demandé à nouveau au syndicat de la Métallurgie de provoquer l'assemblée générale des adhérents en exigeant une lettre signée de son secrétaire nous indiquant la date de cette assemblée générale.

Le syndicat de la métallurgie après avoir fait enlever la machine à imprimer du local syndical, afin de nous interdire toute publication, vient de nous faire savoir qu'il considérait que notre demande était assimilable à du chantage et qu'elle conduisait le syndicat à retarder l'assemblée générale des adhérents.

Le conseil syndical de la CFDT Usinor-Dunkerque - non reconnu par la fédération et le syndicat - réitère sa demande formulée le 25 mars 1979 et cette fois publiquement, de réaliser au plus tôt, l'assemblée générale des adhérents d'Usinor-Dunkerque.



Au premier plan : la ZUP de Grande Scynthe. Au centre : les maisons de Mardyck ; à gauche et à l'arrière-plan : Usinor-Dunkerque.

## Réunion de l'intersyndicale de la sidérurgie

### Elle privilégie la négociation

**U**NE période sans « acier » à partir du 18 avril ! Voilà le résultat de l'intersyndicale CGT, CFDT, CFTC, et CGC de la sidérurgie qui s'est réunie mercredi 11. Qu'y a-t-il derrière ce mot d'ordre dont on peut penser qu'il est pour le moins vague ? Le communiqué explique : « Un blocage général de la production sidérurgique dont les modalités et la durée seront déterminées unitairement et démocratiquement dans chaque usine ».

L'intersyndicale qui se réfugie derrière les décisions « démocratiques et unitaires » de chaque usine semble bien ne pas avoir réussi à se mettre d'accord sur une action coordonnée des sidérurgistes. La CGC qui se sentait encore trop contrainte par cette forme d'action n'appelle pas ses adhérents à se joindre à l'action, elle a décidé « de laisser la liberté aux sections ».

Pourtant, les exigences de coordinations n'ont jamais été si fortes, puisque la grève se poursuit à Mardyck et à Dunkerque chez Usinor, et que les sidérurgistes de la Solmer à Fos développent l'action (le lock-out de 3 300 travailleurs est prévisible dans les heures à venir) et que les manœu-

vres de division des patrons prennent elles aussi un tournant, avec le démantèlement échelonné des usines de Longwy et de Denain.

Encore une fois, l'unanimité de l'intersyndicale n'est complète que lorsqu'on laisse les travailleurs pour regarder du côté du gouvernement : en effet, les quatre fédérations ont décidé, ensemble, de s'adresser à Robert Boulin, ministre du Travail, et chargé de coordonner l'action du gouvernement dans la sidérurgie, pour demander une nouvelle réunion, tripartite cette fois : avec des représentants du patronat, du gouvernement (ministre du Travail et de l'Industrie), et des syndicats. Réunion pour faire le point et définir le cadre d'une véritable négociation sociale.

Une fois de plus, les fédérations de la métallurgie montrent qu'elles privilégient une hypothétique réunion au sommet, sans résultat à l'organisation concrète de l'action. Comment expliquer sinon le vide du mot d'ordre et le report de l'action à une semaine ? N'est-ce pas le plus tôt possible, alors qu'une partie des sidérurgistes est déjà en lutte qu'il faut mobiliser pour développer l'action dans la sidérurgie ?

CM

## 390 emplois risquent d'être supprimés à Saint-Gobain

Un trust en expansion

**L**E trust Saint-Gobain Pont-à-Mousson profite de la crise pour se restructurer ; il veut investir en Espagne, où il a déjà une usine, et au Brésil. Saint-Gobain Pont-à-Mousson veut également s'implanter au Bénélux, en RFA, en Scandinavie et aux USA. Il se lance également dans l'électronique en relation avec la société américaine Fermi-Conductor.

Mais comme dans la sidérurgie, qui dit restructuration, pour la bourgeoisie, dit licenciements pour les travailleurs.

La direction de Saint-Gobain veut supprimer 390 emplois, soit un tiers des effectifs, alors que depuis octobre 1974, ce sont déjà 200 emplois qui ont été supprimés. Saint-Gobain est une grosse boîte, la huitième du Loiret, une des grosses concentrations ouvrières d'Orléans. La direction use d'un tas de moyens pour arriver à ce qu'elle veut : licencier !

Elle promet sept millions pour chaque travailleur qui quitte l'usine avant le 1er mai, six millions si le départ se fait avant le 1er juin et quatre millions si le départ

se fait le 1er août. Ce sont trois milliards que le trust tient à sa disposition pour essayer d'enrayer la riposte, il a donc les moyens.

A Saint-Gobain, plus de 50% des travailleurs ont plus de 50 ans et une centaine ont plus de 56 ans et huit mois. La direction parle de pré-retraite pour ces derniers. On voit bien que si les licenciements se font, les salariés auront du mal à retrouver du travail à 50 ans. Ce n'est pas pour rien qu'on leur fait miroiter des millions espérant que les ouvriers acceptent.

Une équipe de cadres, de chefs de projet a également été embauchée pour mieux débaucher 390 ouvriers. Alors qu'Orléans et son agglomération comptent 6 000 chômeurs, alors que depuis 1975, ce sont 5 600 emplois qui ont été supprimés pour « motifs économiques » dans le Loiret et plus de 2 200 pour 1977, nous ne pouvons accepter que l'on licencie un tiers des ouvriers d'une des plus grosses boîtes d'Orléans sans réagir.

Une manifestation est prévue jeudi, appelée par la CGT, la CFDT, la CGC, la FEN et FO.

# La social-démocratie sur les rails du pouvoir

Qui en porte la responsabilité ?

**M**ITTERRAND réélu premier secrétaire du parti socialiste vient de constituer autour de lui une nouvelle direction d'où sont éliminées les oppositions venant de Rocard et Mauroy. Celui-ci est remplacé dans son rôle de numéro 2 socialiste par Lionel Jospin et par Quilès dans son poste de responsable à l'organisation.

Mitterrand, qui, dans le cadre du congrès, s'est déclaré hautement partisan de l'alliance avec le

PCF, entend bien continuer à bénéficier des voix des électeurs du PCF dans sa quête du pouvoir dont le prochain rendez-vous est en 1981.

Frères ennemis liés au PS par leur logique électoraliste, les dirigeants du PCF ont beau en raconter, ils sont les premiers responsables de la renaissance d'un grand parti social-démocrate en France, qui pourrait bien arriver un jour au pouvoir pour gérer loyalement le capitalisme... contre les travailleurs.

A l'issue du congrès de Metz, les dirigeants du PCF continuent de prendre pour cible Mitterrand et le PS. Ce congrès n'a fait que confirmer le virage à droite du PS, disent-ils. Mitterrand, de son côté, se défend de telles accusations. N'a-t-il pas contre Rocard, défendu au congrès une conception de l'union de la gauche axée principalement sur l'unité avec le PCF ? N'a-t-il pas défendu la « rupture » avec le capitalisme, etc. Mais à l'évidence, cela ne convainc pas Marchais et autres Leroy. Pourtant eux aussi continuent de se réclamer de l'union de la gauche qui même « à la base » passe toujours d'une certaine façon par l'union avec les dirigeants du PS.

### MITTERRAND COMPTE SUR LE PCF POUR 1981

Que reste-t-il aujourd'hui de cette union dont tout le monde à gauche continue de se réclamer ? Le programme commun est défunt. Aucune base, aucun accord politique commun ne lie plus les deux partis dont les destins apparaissent de plus en plus divergents. La seule chose qui demeure de l'union de la gauche, c'est la pratique des désistements réciproques entre candidats des deux partis au moment des élections. Pour Mitterrand c'est là le principal.

Pour lui, le problème reste évidemment l'accession au pouvoir, qui n'est possible qu'avec l'apport des voix de l'électorat du PCF.

Or, ce dernier parti, malgré ses attaques incessantes contre le PS ne manque pas d'appeler les électeurs au second tour des scrutins à voter pour le candidat socialiste s'il est le mieux placé. Cela s'est vérifié lors des dernières cantonales et des législatives de 1978 malgré l'apreté de la polémique. Mitterrand compte bien que cela se reproduira encore pour les prochaines présidentielles de 1981. Son calcul ne manque pas de pertinence. Les dirigeants du PCF, comme eux-mêmes le disent, n'ont pas de stratégie de rechange et ne pourront pas faire autrement que d'appeler à voter en 1981 pour le candidat du PS ne serait-ce qu'au second tour, car il ne fait guère de doute qu'il précèdera au premier tour le candidat du PCF. La crise et ses conséquences aidant, Mitterrand espère ainsi accéder au pouvoir en 1981 avec donc l'appui du PCF. Tel était l'enjeu de la bataille qui s'est déroulée au congrès de Metz entre Mitterrand et Rocard et telle est la signification du maintien de l'union de la gauche défendue par Mitterrand à Metz.

Les seules propositions du ministre comme solution au chômage sont... de cultiver deux vertus fondamentales pour les Français : l'espoir et la patience !!! C'est sûrement plus à lui-même et au gouvernement que le premier ministre s'adresse, espoir de garder le pouvoir en redressant petit à petit la situation. Car les travailleurs savent bien que les choses ne changent pas, en attendant sans rien faire et que l'espoir ce serait plutôt dans la lutte...

### LA LIGNE ROCARD LA VOIE DU PS AU POUVOIR

Quand les dirigeants du PCF attaquent leurs homologues socialistes, ils n'ont évidemment pas tort. Quand ils les accusent de se préparer à gouverner en alternance avec les partis de droite, cela est la réalité. Mais l'ambition de Mitterrand à toujours été de gérer loyalement le capitalisme

même avant la rupture. Comme nous l'avons écrit dans nos colonnes à plusieurs occasions, le PS, Mitterrand n'ont jamais viré à droite.

Ce sont les dirigeants du PCF qui ont semé l'illusion que Mitterrand avait changé, quand en 1972, il acceptait de signer le programme commun. C'était pour eux un moyen de rendre crédible leur ligne de passage pacifique au socialisme. Sans doute, pensaient-ils aussi, que Mitterrand accepterait de jouer les seconds rôles. Cette illusion a tourné court.

Devenu le premier parti de France au point de vue électoral, le PS voit le pouvoir à portée de la main. Cette perspective a pour conséquence l'apparition de la ligne Rocard qui, elle, est une ligne franche et ouverte de gestion du capitalisme.

La seule raison de son échec à Metz est qu'elle vient trop tôt. Mais du moins indique-t-elle nettement la voie que les socialistes entendent suivre quand ils seront au pouvoir. Martinet (tendance Rocard) a d'ailleurs tenu à la réaffirmer clairement quand il a

rappelé que le PS était un parti réformiste.

### LA RESPONSABILITE DES DIRIGEANTS DU PCF

En accusant le PS d'avoir viré à droite, les dirigeants du PCF essayent de se dédouaner, de se mettre hors de cause dans la rupture de la gauche qui a marqué l'échec de leur politique. Et pourtant, les dirigeants ont eux même créé les conditions de la renaissance de la social-démocratie en France qui, avant la signature du programme commun, était pratiquement inexistante. Demain, si les dirigeants accèdent au pouvoir, ils en porteront également une grande part de responsabilité. Au lieu d'avoir préparé les travailleurs à la lutte contre le capital, ils n'auront fait que remettre Mitterrand, le Parti socialiste, la social-démocratie sur les rails du pouvoir. Ils n'ont fait que préparer le remplacement d'une politique antipopulaire par une nouvelle mouture de celle-ci.

H.M.

## Barre prêche la résignation

**A**U moment où le Parlement discute de l'emploi et du futur VIIe plan un rapport confidentiel de l'INSEE à Michel Albert donne quelques idées sur l'avenir d'austérité qui attend les Français : 1,8 million de chômeurs en 1983 et 2,5 millions en 1985, voilà les perspectives réjouis-

santes mises à jour par les statisticiens.

Cet accroissement continu du chômage dans les années à venir ne repose pas sur des prévisions pessimistes, au contraire ; il faut supposer, que le franc sera stable, l'inflation à 6,6% seulement entre 1979 et 1983 et la croissance d'au moins 3,1%. Il faut aussi

comme condition que l'augmentation des salaires reste faible, pas plus de 2,5% !

Voilà qui éclaire le débat de mardi et mercredi sur l'emploi au Sénat. Rien de nouveau en effet dans les interventions des sénateurs qui ont attiré l'attention du premier ministre sur les problèmes des branches industrielles et l'emploi et qui ont essayé de le mettre en garde sur une situation qui devient « sérieuse », peut-être un jour prochain « trop sérieuse pour la laisser aux mains des économistes » comme l'a dit Rémi Herment (CNIP) soutenu par le RPR...

Rien de nouveau non plus dans les justifications de Barre, qui a mis en avant les quelque 250 000 jeunes et femmes qui arrivent chaque année sur le marché du travail et le ralentissement de la croissance mondiale. Il a annoncé par ailleurs, un plan de restructuration prochainement dans la navale.

Les seules propositions du ministre comme solution au chômage sont... de cultiver deux vertus fondamentales pour les Français : l'espoir et la patience !!!

C'est sûrement plus à lui-même et au gouvernement que le premier ministre s'adresse, espoir de garder le pouvoir en redressant petit à petit la situation. Car les travailleurs savent bien que les choses ne changent pas, en attendant sans rien faire et que l'espoir ce serait plutôt dans la lutte...

## STRASBOURG

### Expulsion de 60 résidents des foyers Sonacotra

### Manifestation jeudi

Strasbourg, mercredi 22 h 30 : appel du Comité de coordination.

Suite à l'invasion des CRS au foyer de Colmar-Strasbourg, qui ont expulsé soixante résidents, les résidents se sont rassemblés devant le foyer pour protester. Les CRS encerclent toujours le foyer et vont sans doute rester toute la nuit. Les résidents resteront toute la nuit. Ils appellent à une manifestation demain jeudi sur place à Strasbourg au cas où les CRS n'auraient pas dégagé le foyer.

## Libération du prix de la viande

**D**EBUT avril : hausse des tarifs de cinéma de 5% ; augmentation de 11 centimes sur le litre de lait. Jeudi 12 avril, les prix du faux-filet, de l'aiguillette sont totalement libérés. Et aussi libération sur le prix du porc. Ceci au nom, bien entendu de la concurrence. Les grands gagnants de cette course à la concurrence ne seront pas les consommateurs, c'est certain !

## PTT : CENTRE DE TRI DE ROUEN-GARE

En grève depuis le 6 avril. La quasi-totalité du personnel exige la création d'emplois, le respect du règlement, la réembauche des auxiliaires revenant du service militaire.

## L'OLP indésirable au congrès du PS

**A**L'OCCASION du congrès de Metz du PS qui accueille dans son enceinte une délégation israélienne, la section de Metz de l'AMFP avait distribué un communiqué dont nous publions ci-dessous l'essentiel.

Le Parti socialiste avait invité l'OLP à son congrès de Metz.

Asher Ben Nathan, ancien ambassadeur d'Israël à Paris, membre du parti travailliste israélien, déclare (Républicain lorrain du 8 avril 1979) :

« Nous avons fait part de notre désaccord et le Parti socialiste français devant choisir entre l'OLP et le parti travailliste israélien a opté pour ce dernier. (...) Il est de mode aujourd'hui dans les milieux gauchistes de soutenir l'OLP et de l'associer à un mouvement socialiste. Cela me paraît très maladroite... Voir de pseudo-hommes de gauche tendre la main à l'islamisme réactionnaire d'Arafat et Khomeiny, c'est la rigolade... même pas drôle, plutôt tragique... Quant à l'absence de l'OLP aujourd'hui à Metz : l'incident est clos. »

— Est-ce seulement un « incident » ?

— Peut-on qualifier de « gauchistes » les nombreux militants du Parti socialiste qui, depuis de nombreuses années, soutiennent l'OLP et les justes droits du peuple palestinien ?

— Quelles ont pu être les forces de pression qui ont conduit la direction du Parti socialiste à retirer son invitation à l'OLP ?

— C'est aux militants du Parti socialiste de répondre !

38e CONGRES DE LA CFDT (3)

# Deux conceptions de l'action syndicale s'affrontent !

Capitulation et action

Défensive et offensive

**N**OUS avons présenté dans nos éditions d'hier et d'avant-hier les principales questions posées par les rapports d'orientation et résolutions du 38e congrès de la CFDT. Pour conclure aujourd'hui, nous abordons les questions de fonctionnement, de politique internationale et financière. Sur ces questions aussi la lutte existe entre deux conceptions, et on peut constater que la politique financière proposée renforce la centralisation de l'organisation syndicale. Pourtant, sur ces questions qui peuvent apparaître comme moins importantes, le débat est plus libre, les amendements retenus plus nombreux.

La CFDT se veut « plus centralisée ». Cela se traduit par le caractère antidémocratique des nouvelles mesures organisationnelles. Déjà, depuis le congrès d'Annecy, les pouvoirs du Conseil national, à la botte de la direction (ce sont les bonzes fédéraux et régionaux qui votent) se sont trouvés de fait accrus, alors que, statutairement, le CN ne devrait qu'être organe consultatif. C'est lui qui a approuvé le « recentrage », c'est lui qui a préparé le 38e congrès.

« Le même problème se pose au niveau des conseils nationaux confédéraux : rapports « provocateurs » et projets de résolutions entièrement réécrits en cours de CN aboutissent à des textes « unanimes » qui permettent une double lecture. Sans compter un langage ambigu dans les déclarations de responsables confédéraux » (Fédé finances).

Les syndicats de moins de cinquante membres ne seront pas représentés (ils sont pourtant très nom-

breux) sauf à se regrouper « dans le cadre des unions régionales »...

« Abstention » et « refus de vote » sont condamnés. L'abandon du partage des mandats est recommandé car « à l'origine du fonctionnement en tendances ou sa conséquence ».

Langage d'orfèvres en la matière si l'on se souvient que la majorité actuelle du BN était organisée, dans la CFDT, en groupe (« reconstruction »)...

Point positif pourtant, les problèmes des assemblées générales et des comités de grève « oubliés » dans la première mouture, sont réintroduits et présentés comme des « apports positifs ». Malgré l'opposition de la direction confédérale, quatre types de débats viendront devant le congrès : les mesures concrètes permettant une réelle insertion dans la vie syndicale ; le partage des mandats, le règlement des conflits internes, l'engagement du syndicat dans la signature des accords d'entreprise.

## LA POLITIQUE INTERNATIONALE DE LA CFDT

Elle a fait l'objet de 85 amendements, dont la grande majorité a été finalement intégrée. Si certains syndicats continuent de contester la priorité donnée à l'Europe (1), le bureau national a admis cependant de poser :

- « La nécessité d'une action de masse à l'échelle européenne s'opposant à la politique capitaliste ;
- Le problème des adhésions à la confédération européenne des syndicats, notamment celle de la CGT ;
- Les limites de l'action des secrétariats professionnels internationaux (SPI) ;
- La prise en charge des problèmes spécifiques des travailleurs venus des DOM-TOM ».

Il a retenu également un amendement qui « dénonce la répression politique que subissent les travailleurs et intellectuels des pays de l'Est et les assure de notre solidarité ». Enfin, il a accepté l'amendement qui précise l'accession des femmes « à tous les droits ».

Par contre, il refuse de préciser que la défense de la paix et le rapprochement avec le tiers-monde impliquent de combattre l'impérialisme, de dénoncer les guerres de conquêtes d'où qu'elles viennent. Pas un mot non plus sur la cause du peuple palestinien.

## LA CHARTE FINANCIERE

Cent-cinq amendements :

la fédération Construction-bois en résume bien l'enjeu principal : « Nous attirons toujours l'attention sur le problème de l'indexation des parts confédérales, fédérales et régionale dans la cotisation. Ce système aboutit à une injustice pour les syndicats dont les rentrées s'amenuisent ; ce qui se traduit par une baisse de leurs moyens financiers et un renforcement de ceux des appareils. Alors que le syndicat est la structure de base, la charte financière réduit ses ressources ».

## L'ENJEU DÉPASSE LE CONGRES

Aussi imparfaits, partiels, incomplets qu'ils soient, les débats qui précèdent le congrès sont pourtant significatifs.

Ils se posent en termes de lutte entre deux lignes : entre la ligne réformatrice, de collaboration de classe de l'équipe confédérale, ligne qui accepte l'austérité et veut cogérer la restructuration capitaliste ; et la ligne prolétarienne, de lutte de classe qui refuse la négociation comme fin en soi, qui, à la capitulation oppose l'action ; à la défensive, l'offensive.

Le congrès de Brest n'est qu'une étape de cette lutte. Les textes qui en sortiront ne régleront rien. La grande majorité des militants combattifs, impliqués dans la bataille pour l'emploi, contre la répression, les atteintes aux libertés, et la dégradation des conditions de travail continueront leur lutte dans leurs entreprises et pour une ligne syndicale de classe.

Pour eux, le développement de la solidarité ouvrière et populaire est une nécessité impérieuse ; de même, la solidarité avec les peuples du tiers monde. L'un et l'autre exigent qu'au sein de l'organisation syndicale règne une véritable démocratie. Et celle-ci ne peut pas se bâtir que sur des fondements de classe.

Joël FABIEN

(1) Le BRAEC : Bureau de recherches, d'analyses et d'études confédérales, vient de publier un dossier de soixante pages « La CFDT et l'Europe » dont nous rendrons compte dans un prochain numéro.

# Nous défendrons le droit de grève et de manifestation

**B**ONNET a fait parvenir, mercredi 11 avril, une circulaire à ses préfets, les invitant à la fermeté. Il leur y rappelle leur droit d'interdire une manifestation — ce qui est constitutionnel —, par contre, il insiste également sur l'autorisation préalable que les organisateurs d'une manifestation doivent demander. Le deuxième volet de cette circulaire n'est absolument pas légal. Si les préfets ont le droit d'interdire une manifestation, aucun texte ne soumet une manifestation à une autorisation préfectorale.

Cette circulaire n'est qu'un aspect de l'offensive du gouvernement — particulièrement intensifiée depuis le 23 mars, contre les droits légitimes de faire grève, de manifester.

Au moment où les travailleurs sont bien obligés d'utiliser toutes les formes « légales » et « illégales » de la riposte aux plans gouvernementaux de licenciement, le pouvoir met en place un certain nombre de mesures répressives.

La remise en question du droit de grève en est un des traits marquants, tout comme les scandaleux verdicts « des victimes du 23 mars », mais d'autres habitudes judiciaires sont entrées dans les mœurs pour nous plier à être contrôlés, fouillés, expulsés. Citons la présence de flics dans le métro, la systématisation de l'hotage dans les quartiers, le contrôle d'identité (légal) accompagné très souvent de la fouille (illégal), de l'expulsion de 150 travailleurs strasbourgeois de leur logement mardi 10 avril.

## BONNET EST-IL L'HOMME A ABATTRE ?

Les élus PCF demandent à ce propos, l'ouverture d'une commission parlementaire sur les provocations policières du 23 mars et la responsabilité de Bonnet.

Cette commission parle-

mentaire peut effectivement mettre en lumière les us et coutumes flicardes dans les manifestations, sur lesquelles, actuellement, Bonnet à la haute main après Marcellin, Poniatowski et consorts.

Elle peut souligner l'arrogance de Bonnet qui porte plainte contre X pour diffamation de l'honneur de la police. Mais elle ne peut être en aucun cas suffisante pas plus que l'exigence d'une « démission Bonnet ».

Regardons objectivement si Bonnet démissionne, est-ce que cela changera réellement quelque chose à la répression contre les travailleurs.

Une telle requête « démission Bonnet » accrédite l'idée que la responsabilité de la répression n'est le fait que d'un seul homme. Une fois abattu, la répression n'existera plus, la corruption non plus.

Non, Bonnet agit en tant que ministre du gouvernement Giscard-Barre. C'est pour faciliter l'offensive de ce dernier contre la classe ouvrière qu'il prend ces mesures. C'est avant tout sur le terrain qu'il faut organiser la riposte solidaire des travailleurs, défendre le droit de grève et de manifestation.

Nathalie VILLOTIERS

## Les rugbymen du Transvaal

### Indésirables !

**L**A première mi-temps est gagnée. Les joueurs africains du Transvaal qui devaient effectuer une tournée en France, sont à présent reconnus par le gouvernement comme indésirables et leur présence inopportune. Une telle décision a été prise, bien entendu sur la pression antiraciste et antiapartheid. La seconde mi-temps se déroulera en octobre, lors de la tournée Springbocks, notre tâche comme celle de tous les antiracistes et de tous les antiapartheids est d'amplifier ce mouvement, d'obliger le gouvernement à interdire la venue des rugbymen sud-africains et de stopper les relations sportives entre les deux pays.

Nathalie VILLOTIERS



La négociation comme une fin en soi, une conception qui soulève des débats dans la CFDT.

Le 7 avril a eu lieu une journée «ville morte» à Millau (Aveyron)

# «Que nous reste-t-il sinon l'illégalité ?»

**L**E 7 avril, Millau était «ville morte». Cette journée, organisée par le comité de liaison (composé de paysans du Larzac) et de divers autres comités était la première riposte aux ordonnances d'expropriation concernant 4 000 hectares, sur le plateau du Larzac. La CFDT, CGT

et la FEN, sur le thème de la sauvegarde de l'emploi, s'étaient jointes à l'opération. En signe de solidarité, dès le matin, les magasins étaient fermés. Travailleurs des organismes publics, des grandes surfaces et des entreprises locales ont participé nombreux à cette journée.



2 000 manifestants à Rodez le 7 avril.

C'étaient déjà plusieurs centaines de personnes, bientôt rejointes par les lycéens et le comité de Creissels qui commençaient à se réunir dès neuf heures dans Millau, alors que les paysans descendaient du plateau. Bientôt la nationale 9 allait être bloquée. Malgré le froid vif, les groupes discutaient, distribuaient des tracts aux automobilistes (le référendum de février organisé dans

la région de Millau avait donné 88 % contre l'extension du camp), «ça suffit... L'heure est à la gravité ; nous ne voulons pas nous laisser faire», déclara lors de sa prise de parole un paysan. Une ouvrière de la CFDT de Manucentre, usine où trente-cinq licenciements sont annoncés et des lettres de mise à pied envoyées, souligna que «face à la répression, nous ne pouvons que

durcir notre action, pour que soient respectés les droits de la femme au travail». A Henfer aussi, le problème de l'emploi reste posé. Les seuls reclassements proposés ont été jusqu'à demander à des ouvriers qualifiés d'accepter des emplois de manœuvres ! Une lycéenne parla aussi de la lutte de la jeunesse contre le chômage et dénonça que le lycée ait abrité les CRS.

Après ces interventions, le long cortège de près de deux mille manifestants, encadrés par les tracteurs des paysans, s'est dirigé vers le centre de la ville.

Là, un paysan du Larzac devait souligner que pour la première fois les habitants de Millau et les paysans du Larzac se trouvaient ensemble dans l'affaire du camp militaire. Ce meeting se termina par le rappel des huit années de lutte et que l'extension du camp signifiait : «La mort de toute notre région, l'Aveyron qui est déjà terriblement touché (AUMD à Decazeville, Forest à Capdenac, Arnal à Rodez, etc.) et qu'il ne restait plus que l'illégalité».

Dans l'après-midi, plusieurs centaines de Millavois grimpaient sur le plateau et se rendaient au Pinel, une ferme occupée par l'armée. Là, un champ qui devait être prochainement ensemencé était débarrassé de ses cailloux.

D'après un conseiller général, cette manifestation risquait d'être la dernière manifestation non-violente : «Nous avons eu de la peine à la maîtriser, on veut nous imposer l'extension du camp et nous nous y opposons... je crains que le temps de la violence n'arrive!»

Il n'est donc pas impossible qu'après Denain, Longwy, les travailleurs de l'Aveyron et les paysans du Larzac passent à l'action dure...

## Courrier des lecteurs

### Le journal et les femmes

Chers camarades,

J'ai été sincèrement contente de voir qu'il y avait depuis quelques temps un effort certain pour présenter des articles plus nombreux sur la lutte et les problèmes des femmes. A vrai dire, je l'ai d'autant plus remarqué que je commençais à douter de la volonté réelle du journal à parler de cette question (les «copines» du comité de rédaction n'y seraient-elles pas pour quelque chose ?)

Je voudrais quand même soumettre quelques questions : 1) Le quotidien qui est sorti à la journée internationale des femmes avait, à l'intérieur, plusieurs articles intéressants sur les femmes. Alors pourquoi ne pas avoir fait apparaître cela en première page ? C'est idiot, vous faites de bons articles et il n'en apparaît pas la moindre trace en première page.

D'autre part, l'annonce de la manifestation était en tout petit à gauche, sans indication des participants. Tout le contraire qu'à l'ha-

bitude, quoi.

Mais le pire, on appelait à 22 h... Les seuls à le faire bien sûr... Je me pose très sincèrement la question : si ça avait été une autre manifestation, n'auriez-vous pas eu un sursaut et cherché confirmation de l'heure exacte ? Mais après tout, ce sont des bonnes femmes, on ne s'étonne pas d'une manifestation à 22 h ! J'ai entendu cette réflexion d'amies qui raillaient notre appel à 22 h...

2) Article page 5 No 1 060 «Des millions de femmes mutilées» : on aurait pu à cette occasion parler du dossier paru dans F. Magazine de mars 1979 (j'avais envoyé une lettre à cette occasion).

D'autre part, un détail, vous dites que les mutilations «ont des conséquences néfastes, infections multiples, grossesses difficiles». Et la frigidité ? N'est-ce pas une conséquence très néfaste ? Ne soyons pas puritains, bon sang, parlons-en.

J'ai l'impression que vous ne parlez que très peu des contradictions hommes-femmes. La lutte pour vous se situe au niveau du pouvoir :

avortement, pouvoir médical et gouvernemental ; viol, pouvoir juridique, etc. Pourquoi ?

Beaucoup de choses intéressantes dans cette lettre qui nous donne l'occasion de lancer à nouveau un appel à toutes nos lectrices et à tous nos lecteurs pour qu'ils nous envoient beaucoup plus de notes de lecture, témoignages et même leur opinion sur toutes les questions que se posent les femmes. Un premier effort a été fait, mais comme le dit cette lectrice, il y a encore bien des insuffisances.

En réalité, il faut considérer les difficultés que nous rencontrons pour prendre en mains une question que nous avons pendant longtemps trop peu abordée dans notre presse. Et pour rectifier, après la conférence nationale sur la presse, le comité de rédaction a décidé de charger notamment une rédactrice de ce front. C'est un travail qui ne fait que commencer, c'est pourquoi on peut sans doute encore constater des erreurs ou des inexactitudes qui

peuvent sembler élémentaires (l'heure de la manifestation par exemple nous avait été confirmée par des sources habituellement plus sérieuses).

C'est pourquoi aussi il y a encore bien des insuffisances, mais nous sommes bien décidés à développer dans notre journal les thèmes de l'oppression spécifique des femmes, de la question extrêmement importante de la lutte qu'elles mènent et de l'expérience déjà acquise. En sachant bien que cette oppression liée à la société de classe a plusieurs dimensions et occasionne de nombreuses contradictions dans la vie quotidienne, entre hommes et femmes en particulier.

Nous avons tout à fait l'intention de ne pas laisser certains de ces aspects dans l'ombre, mais le comité de rédaction ne peut pas le faire seul ; l'expérience sur la question, nous l'avons dit, est faible et loin d'être systématifiée !

Alors, à vos plumes, pour nous aider à être plus près de la réalité.

Claire MASSON

## Culturel

### DISQUE



## «Liberta per i patriotti»

(Liberté pour les patriotes corses)

**C'**EST à partir de la soirée de soutien aux patriotes corses emprisonnés, à la Mutualité, le 11 février, que vient d'être réalisé un disque 33 tours (30 cm). Il est édité par A Riscossa et le Comité de soutien de Paris. Il comprend une chanson de chacun des interprètes qui étaient présents et qu'il a lui-même choisie.

Outre les groupes «Canta u populu Corsu» et «I Muvrini», dont nous avons signalé déjà dans notre presse la très grande qualité artistique (voir interview dans le bimensuel No 48 et le quotidien No 1 028), il y a «I Chjami Aghjulesi», qui a un répertoire similaire à «Canta U populu Corsu» «E duie Patrizie», qui chantent surtout des poèmes et dont les voix sont d'une très grande pureté. Jacques Andréani, Pierre Dieghi et Antoine Ciosi, qui ont chacun leur style bien spécifique. Sur chaque face, il y a au début un court poème de Pittistutu ; sur le thème de la liberté. Le disque se termine par «Diu vi salvi régina» (considéré par beaucoup comme l'hymne national corse) chanté par les 2 000 personnes présentes.

Toutes les chansons montrent un profond attachement à la Corse, à sa culture, à sa terre et à ses traditions. C'est aussi l'exil,

la lutte et l'espoir. Elles donnent un bon aperçu de la vivacité de la culture et de la langue corses. On ne peut que regretter qu'il n'y ait pas plus de chansons, car le 11 février ce fut un spectacle de plus de deux heures et de qualité.

La sortie de ce disque fait partie intégrante de la lutte qui se mène pour la libération des emprisonnés. C'est un bon outil pour le soutien qui s'organise en Corse et sur le continent depuis les arrestations.

De plus, il est très bien présenté. A l'intérieur de la pochette, on peut trouver les textes en corse et en français des chansons et poèmes. D'excellentes photos retracent des événements importants dans la lutte du peuple corse, tels que la fameuse affaire des «boues rouges» de la Montedison en 1973 et des événements d'Aléria et Bastia en 1975. Figurent également des textes d'organisations corses qui ont participé au meeting (en première partie) : l'Union des travailleurs corses exilés (UTCE), le Comité anti-répression (CAR) la Consulta di Studenti corsi (CSC), le FPC, A Riscossa, comité de soutien de Paris, une lettre de prisonniers.

En vente à la librairie Les Herbes sauvages, 70, Rue de Belleville, Paris 20e (Tél : 636-91-37). Prix : 40 F

## Notre amie Suzanne Bernard interviewe le grand écrivain chinois Mao Dun

**C**OLLABORATRICE de la revue périodique *Littérature chinoise*, éditée en plusieurs langues dont le français, notre amie Suzanne Bernard, écrivain déjà connue pour «Le Temps des cigales» et «Rencontre avec un paysan français révolutionnaire», a récemment interviewé le grand écrivain chinois Mao Dun. Son reportage auprès de l'auteur du célèbre roman «Mijnuit» est publié dans les deux derniers numéros de *Littérature chinoise* et présente un vif intérêt.

Nous tenions à souligner cette nouvelle d'autant plus volontiers qu'il nous semble que Suzanne Bernard renoue avec une pratique abandonnée par *Littérature chinoise* à l'époque de la Bande des Quatre : la présentation de textes dus à des auteurs ou journalistes non-chinois. Il paraît en effet que depuis les publications dans cette intéressante revue chinoise d'articles dus à notre ami Régis Bergeron, plus aucun Français n'avait apporté sa collaboration à *Littérature chinoise*. C'est pourquoi, outre l'intérêt de l'interview réalisée par Suzanne Bernard, nous saluons doublement sa participation aux derniers numéros de la revue chinoise.

J.J.

**EDUCATION**  
8 000 auxiliaires  
menacés de chômage  
en septembre

**Les enseignants non titulaires de la région parisienne s'organisent**

De notre correspondant à Paris.

**D**UREMENT touchés par la restructuration scolaire sur les académies de Paris, Créteil, Versailles, les personnels non-enseignants de l'Education nationale ont formé un Comité des non-titulaires de la région parisienne. Ce comité est ouvert aux syndiqués de tous les syndicats ainsi qu'aux non-syndiqués.

Parmi les enseignants, ils sont les plus touchés par la restructuration actuelle dont les effets les plus voyants sont la suppression de classes, sections d'enseignement et établissements entiers (la nouvelle « carte scolaire » de la région parisienne) et la mise au chômage massive des maîtres-auxiliaires.

Sur toute la France, 8 000 auxiliaires sur 45 000 ne devraient plus retrouver de travail en septembre prochain. Quant aux « rescapés », quel que soit leur statut, leurs conditions de travail seront loin de faire des envieux : heures supplémentaires imposées, classes bourrées au maximum...

La plate-forme que le comité souhaiterait voir discutée et prise en compte par les syndicats comporte les revendications suivantes :

- Pas un seul licenciement.
- Garantie de l'emploi avec affectation dès la mi-juin pour la rentrée de septembre.
- Réemploi dans la spécialité demandée et sur poste complet.
- Exigence du paiement régulier dès septembre.
- Titularisation immédiate.

Afin de faire le point sur la mobilisation actuelle qui doit être accrue et de discuter des perspectives de popularisation, le comité se réunira le samedi 21 avril à 15 heures, à la Bourse du travail (Salle Pelloutier), 3, rue du Château-d'eau, à Paris (Métro République).

Un rassemblement est déjà prévu devant le rectorat le mercredi 25 avril à 15 heures.

Comme le dit le Comité dans une lettre adressée aux syndicats de la FEN à la CGT et au SGEN et CFDT, les non-titulaires « ... ne veulent pas se résigner, la bataille de l'emploi n'est pas perdue ».

**Un chômeur nous écrit**  
**Manifester sa colère**

**M**ARDI 3 avril, Giscard en personne devait inaugurer un lycée dans l'Indre. La cellule de l'Indre du PCML appelait dans son bulletin à l'accueillir au son de « La voix de la colère et de la lutte » (voir encadré ci-dessous). Voici ce qu'un chômeur nous écrit au dos d'un de ces bulletins qui portait l'adresse de l'Humanité rouge.

« Manifester sa colère. Que voulez-vous manifester dans un pays où, plus ça va, plus on est dégoûté d'être français.

Je suis moi-même chômeur du bâtiment ; j'ai 49 ans et demi. Partout on licencie et l'agence pour l'emploi ose demander si on veut aller travailler dans un autre département où la situation est la même, pourquoi aller ôter le pain de l'autre camarade ?

Que Giscard prenne ses responsabilités : du travail, ou qu'il paye les chômeurs. Or, tout ce que l'on achète augmente sans cesse et l'essence... Quand on pense qu'elle coûte 55 centime le litre et que tout le reste, ce sont des taxes qui vont dans la poche de qui ? ».

Bulletin de la cellule de l'Indre du PCML

Contre Giscard et Cie  
une seule réponse possible  
**SOYONS SOLIDAIRES ET UNIS**  
DANS L'OFFENSIVE  
Extraits

Manifester sa colère contre le système capitaliste, contre son représentant politique, c'est plus qu'une « manif-promenade ».

C'est protester contre les conditions de vie et de travail et le chômage qui frappent les travailleurs de l'Indre.

C'est renforcer l'arme de l'unité et de la solidarité des travailleurs de tout le pays, arme qui fait cruellement défaut.

Après Denain, Longwy, Dunkerque, Nantes et des centaines d'entreprises, Châteauroux doit réserver un accueil de classe à Giscard et à sa politique, doit montrer qu'elle ne subira pas en silence la crise.

C'est pourquoi le Parti communiste marxiste-léniniste appelle tous les travailleurs à participer à la manifestation organisée le 3 avril par les organisations syndicales CFDT, CGT, FEN.

**Couscous de l'amitié à Marseille**

**L**E samedi 24 mars, à la Fraternité de la Belle-de-Mai, à Marseille, le comité de lutte français-immigrés a organisé un couscous de l'amitié, auquel plus de cinquante personnes, Français et immigrés, ont participé. Cette fête sympathique nous a permis d'analyser et de dénoncer les projets de loi scélérats du gouvernement qui risquent de frapper nos frères immigrés, et d'appeler toutes les organisations progressistes, démocratiques et humanistes à une large mobilisation pour les combattre. Nous avons mis en garde également contre les opérations « coups de poing » de la police qui risquent de se multiplier dans notre ville et de frapper les travailleurs immigrés. Contre la répression, contre le racisme, unité de classe Français-immigrés !!

Un camarade de Marseille

**Arthur Chave : un exemple**

Arthur est mort.  
Le paysan est mort.  
Le révolutionnaire est mort.  
Arthur si chaleureux.  
Le paysan si serviable.  
Le révolutionnaire si fraternel.

Arthur Chave, je ne le connaissais pas, mais je l'ai vu à la tribune de meeting, le point levé à chanter l'Internationale ; le paysan, malgré la fatigue était présent, debout à chanter si enthousiaste.

Je l'imagine lui qui a été isolé pendant des années dans son village, lui qui vendait la presse du parti seul sur les marchés.

Jamais il ne s'est laissé bernier, décourager, il est un exemple pour le Parti.

Sa mort ne peut que renforcer notre lutte, lui qui luttait depuis si longtemps. Le militant, le paysan si ouvert, si fraternel, qui était prêt à offrir une assiette de soupe, celui qui aimait discuter avec les gens du prolétariat.

Un camarade postier de Clichy

**SOUSCRIPTION**

**40 millions pour fin juin**

**Reportages et enquêtes, indispensables pour faire vivre notre presse !** Liste de souscription

**S**i notre journal a pu s'améliorer au cours de ces derniers mois et devenir ainsi un outil plus efficace au service des luttes de la classe ouvrière, nous le devons en partie aux efforts consentis pour envoyer plus souvent que par le passé des camarades de la rédaction là où l'actualité se fait. Cela s'est traduit concrètement par des articles, reportages et enquêtes au contenu plus riche et plus intéressant.

Tous ces voyages représentent des dépenses relativement importantes. Pour en donner une idée ces dernières semaines, il a fallu aller plusieurs fois à Denain, Dunkerque, Longwy, mais aussi à St-Etienne, Limoges, Metz. A cela, il faut ajouter un déplacement de plusieurs jours en Bretagne pour une enquête sur les problèmes de la jeunesse, ainsi que les voyages en Angleterre et en Espagne qui ont permis de mieux faire connaître les luttes des travailleurs de ce pays.

De tels reportages et enquêtes, même s'ils sont strictement limités dans le souci de faire un maximum d'économies, permettent, d'après les lettres que nous recevons, de donner un contenu plus vivant et plus riche à notre presse. Ils sont indispensables non seulement pour l'améliorer mais tout simplement en fait pour la faire apprécier et la faire vivre. C'est l'une des raisons qui rend indispensable de poursuivre les efforts de souscription.

|  |             |
|--|-------------|
| TOTAL PRÉCÉDENT  | 49 774,35 F |
| Supplément à vente de quotidiens SQ - Audaincourt                | 16 F        |
| Supplément à réabonnement au bimensuel PJCL Morlaix              | 25 F        |
| Supplément " " au quotidien La Réole                             | 10 F        |
| " " au bimensuel LG PH Rennes                                    | 12 F        |
| " " aux quotidiens et bimensuels TMJ Rennes                      | 12 F        |
| Sur vente de calendriers et cartes postales Vannes               | 212 F       |
| Soutien à l'Humanité rouge PML Oise                              | 200 F       |
| Supplément à réabonnement au quotidien GC Orne                   | 20 F        |
| " " au bimensuel GM Viroflay                                     | 12 F        |
| Deux employés de la Sécurité sociale Limoges                     | 50 F        |
| Souscription à l'École du Parti - Provence                       | 154,90 F    |
| Supplément à réabonnement au quotidien HR Paris                  | 30 F        |
| Vente de calendriers 1979 Chambéry                               | 250 F       |
| Supplément à réabonnement au bimensuel PB Rennes                 | 25 F        |
| " " au quotidien GD Bretagne                                     | 20 F        |
| " " au bimensuel BA Les Lilas                                    | 10 F        |
| " " au quotidien BC Bretagne                                     | 2 F         |
| Vente de calendriers 1979 - Audaincourt                          | 50 F        |
| Supplément à réabonnement aux quotidiens et bimensuels ZM Grigny | 20 F        |
| Prime de mariage H. SS - Marseille                               | 600 F       |
| Supplément à réabonnement au quotidien LD Cachan                 | 70 F        |
| LM - Villejuif   | 100 F       |
| Cellule Chou En-lai du PCML Maine-et-Loire                       | 270 F       |
| Supplément à réabonnement au quotidien AMC - Douai               | 60 F        |

NOUVEAU TOTAL AU 9 AVRIL 1979 52 006,25 F

**A NOS LECTEURS ET CAMARADES**

- Un bandeau « Lisez l'Humanité rouge » est disponible. Passez vos commandes à l'administration.
- Le prochain bimensuel (No 53) paraîtra le 25 avril et non pas le 18 avril.
- Le quotidien ne paraîtra pas le 17 avril.

**APPEL DE L'ADMINISTRATION**

En raison des faibles règlements qui nous sont parvenus au mois de février et de mars et des échéances auxquelles nous avons à faire face, nous lançons un appel pressant aux camarades des régions et sections pour qu'ils nous fassent parvenir leurs règlements le plus rapidement possible.

Sur vos lettres adressées à L'Humanité Rouge, n'oubliez pas de mentionner : rédaction ou administration

Le prochain bimensuel (n° 53) ne sortira pas le 18 avril mais le 25 avril

*Abonnez-vous à l'Humanité rouge*  
Quotidien

Remplir le coupon d'abonnement et le renvoyer à l'adresse suivante :

L'HUMANITÉ ROUGE  
BP 61 75861 PARIS CÉDEX 18  
 Paiement par chèque ou mandat  
 CCP 30 22672 D LA SOURCE

|        | Pli ouvert       | Abt de soutien | Pli fermé |
|--------|------------------|----------------|-----------|
| 1 an   | 350 F            | 500 F          | 700 F     |
| 6 mois | 180 F            | 250 F          | 360 F     |
| 3 mois | 90 F             | 150 F          | 180 F     |
| 1 mois | 30 F<br>(22 Nol) | 50 F           | 60 F      |

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.  
Nom .....  
Prénom .....  
Rue .....  
Commune .....  
Code postal .....

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM .....  
PRÉNOM .....  
Lieu de travail .....  
Adresse .....  
Code postal .....

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

**l'humanité rouge**

Directeur politique : Jacques Jurquet  
Rédacteur en chef : Jean Quercy  
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson  
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel  
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :  
BP : 61 75861 Paris Cédex 18  
CCP : 30 226-72 D La Source  
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druenne  
Commission paritaire No 57 952  
Distribution NMPP  
Imprimerie-La Nouvelle  
Dépôt légal 2ème trimestre 1979

SIDERURGIE



(Photo HR)

Des produits longs aux produits plats

# A la recherche du créneau de profit

Restructuration des monopoles au détriment des produits longs, au profit des produits plats (tôles de toutes sortes) qui exigent une technologie plus poussée. Quelques chiffres suffisent à démontrer l'orientation des monopoles en ce domaine.

Les produits plats formaient 30 % de la production totale d'acier, 50 % en 1965, 54 % en 1973.

Pour l'année 1978, il a été produit pour 22,8 millions de tonnes d'acier en France. Il a été produit pour 62,5 % de produits plats et 37,5 % de produits longs.

Quatre grandes usines sidérurgiques ont été construites en France depuis 1945. Trois produisent ou ne produiront que des produits plats, 100 % de leur production. Il s'agit d'Usinor-Dunkerque, de la Sollac à Serre-les-Bains, et de la Solmer à Fos ; une seule produit des aciers ronds, Sacilor à Gandrange.

Usinor consacre 84 % de sa production totale aux produits plats contre 48 % à Sacilor-Sollac. La tendance ne va faire que s'accroître pour Usinor et Sacilor-Sollac va très certainement en faire autant.

## LES ACIERS SPÉCIAUX

Les aciers spéciaux constituent 15,4 % de la production totale d'acier en France soit environ 3,5 millions de tonnes.

La France est bien placée vis-à-vis de ses concurrents étrangers. Le Japon consacre 10 % de sa production aux aciers spéciaux, les USA 13,5 %, la RFA 18 %.

Les principaux producteurs d'aciers spéciaux en France sont Creusot-Loire avec environ 1 300 000 tonnes, Ugine-aciers du groupe PUK avec 550 000 tonnes et la Société nouvelle des aciéries de Pompey avec 430 000 tonnes. Voilà un marché fort intéressant pour les monopoles français.

## LES PROFITS : LES VOILA !

Au niveau international, la concurrence est très vive. Il y a de nouveaux producteurs chaque jour plus nombreux. A titre de référence, il existait en 1900 six pays atteignant une production de 500 000 tonnes, plus de quarante aujourd'hui, encore plus

**L**A sidérurgie française bradée, détruite, sacrifiée aux intérêts d'une Allemagne menaçante : c'est l'image d'Épinal que les dirigeants du PCF comme du RPR s'efforcent de marteler à la faveur de la lutte des sidérurgistes. Mais regardons la réalité d'un peu plus près, puis prenons du recul.

L'image qui apparaît alors c'est une gigantesque restructuration délaissant les produits longs au profit des aciers spéciaux et produits plats. Et quand nous prononçons le mot profit, ce n'est pas au hasard... Nos lecteurs jugeront.

## Les produits sidérurgiques Quelques données techniques

### Les produits plats

Entrent dans cette catégorie de toutes les tôles de toutes les épaisseurs.

### Les produits longs

Entrent dans cette catégorie : le matériel de voie, les profilés lourds et les autres produits non plats. Les autres produits non plats : fil machine, ronds à béton, produits pour tubes sans soudure, bandage, frettes laminés.

75 % de la production de fil machine se fait en Lorraine. Cette production vient en deuxième place après les tôles minces.

Le fil machine transformé donnera du fil de clôture, du fil de bottelage, du grillage, de la matière première pour clou, agrafes de tous genres, crampons, épingles. Mais il peut donner aussi des câbles pour béton pré-contraint, des tringles et carcasses pour pneus, des ressorts pour sommiers, sièges de voitures. Enfin, on en tire des vis, des tiges filetées, des écrous, des culots de bougie.

Les ronds à béton sont utilisés dans le bâtiment et les travaux publics. 60 % de la production vient de Lorraine. On en produit un peu plus d'un million de tonnes.

Les laminés marchands sont des barres du type cornières. On en produit plus de deux millions de tonnes.

Les poutrelles entrent dans la catégorie des profilés lourds. Elle sont désignées par des lettres (IUH). On en produit plus d'un million de tonnes dont 85 % en Lorraine. Les poutrelles entrent dans la construction des ponts, des engins de levage, des plate-formes de forage, dans la construction navale, pour la fabrication des wagons de chemins de fer.

Le matériel de voie se constitue pour une grande part des rails de chemin de fer. Sacilor est l'unique producteur de rails en France.

### Les aciers spéciaux

Entrent dans cette catégorie les aciers inoxydables, les aciers à roulement, certains aciers de construction, les aciers à outil, les alliages.

La construction automobile constitue 50 % des débouchés pour les aciers spéciaux. Mais on retrouve aussi les aciers spéciaux dans la construction des centrales nucléaires, dans la construction navale. Ce n'est pas pour rien qu'on retrouve aussi dans ces secteurs PUK, la CGE, Creusot-Loire.

Y.L.

demain. Les pays du tiers monde produisent 20 % de la production globale, en l'an 2 000, 25 % !

Il faut conquérir et conserver des marchés. Celui des produits longs est saturé. Les produits longs du tiers monde sont plus compétitifs que ceux produits en France. Le coût de la main-d'œuvre y est beaucoup plus bas qu'ici.

Par contre, dans le domaine des produits plats et des aciers spéciaux, la situation se présente différemment pour les capitalistes français.

Ainsi, aujourd'hui, sur le marché mondial, il y a une forte demande — des millions de tonnes — d'aciers de haute qualité, pour l'élaboration desquels il faut travailler au milliardième de pourcentage.

Pour les rotors d'alternateurs des centrales de 1 300 mégawatts, on exige la fourniture d'énormes lingots élaborés au four électrique qui sont rebutés (refusés) si, après contrôle aux rayons X et aux ultra-sons, des inclusions métalliques supérieures à un millimètre cube sont décelées !

De telles pièces sont coulées sous vide, et parfois pour certaines applications, refondues sous vide ou sous laitier.

Or, ici les capitalistes français ont des atouts considérables : une avance technologique certaine, renforcée par une concentration financière énorme.

Le patronat de la sidérurgie a mis depuis des années sur cette mutation qualitative, sur les installations d'équipements ultramodernes, utilisant une main-d'œuvre peu nombreuse, mais très qualifiée.

Comme on voit l'image d'Épinal de la sidérurgie française bradée en prend un coup ! Les dirigeants du PCF et du RPR ont beau dire, la sidérurgie se porte bien du point de vue rentabilité.

Des usines ferment, des monopoles perdent des plumes, mais les plus gros requins de la finance, les monopoles les plus puissants y gagnent. Ils se lancent à corps perdu dans la rentabilisation pour bénéficier d'un créneau de profits. C'est contre ce grand capital-là et le gouvernement qui sert ses desseins qu'il faut se battre.

Yves LEPIC